

générale à l'extension des conventions bilatérales de sécurité sociale aux ressortissants d'Etats tiers, et l'autre, le domaine de l'assurance-chômage.

Antrag der Kommission

Die Kommission empfiehlt dem Rat einstimmig, vom Bericht des Bundesrates Kenntnis zu nehmen und dem Beschlussentwurf über das Übereinkommen Nr. 159 über die berufliche Rehabilitation und die Beschäftigung der Behinderten zuzustimmen.

Proposition de la commission

La commission recommande à l'unanimité au conseil de prendre acte du rapport du Conseil fédéral et d'approuver la convention n° 159 concernant la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 108 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

85.005

Aussenwirtschaftspolitik 1984/1+2

Politique économique extérieure 1984/1+2

Bericht, Botschaft und Beschlussentwürfe vom 9. Januar 1985

(BBI I, 289)

Rapport, message et projets d'arrêté du 9 janvier 1985

(FF I, 297)

Antrag der Kommission

Kenntnisnahme vom Bericht, Eintreten und Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Prendre acte du rapport, entrer en matière et adhérer au projet du Conseil fédéral

M. Borel soumet, au nom de la Commission des affaires économiques, le rapport écrit suivant:

Le rapport sur la politique économique extérieure 1984/1+2 renseigne notamment sur la situation de l'économie mondiale et de l'économie extérieure de la Suisse; il demande au Parlement d'approuver plusieurs mesures touchant l'économie extérieure, sur lesquelles nous revenons à la fin de ce rapport.

Situation économique mondiale: La confiance exprimée dans le rapport et confirmée devant la commission par M. Furgler, président de la Confédération, face aux perspectives à court terme de l'économie mondiale se fonde sur les constatations suivantes:

- La croissance économique a dépassé toute attente, malgré des différences régionales prononcées;
- L'inflation a de nouveau reculé dans les pays industrialisés;
- Le commerce mondial a connu une forte reprise;
- La croissance économique est également réapparue dans bien des pays du tiers monde fortement endettés;
- Les grands pays industrialisés (à l'exception des Etats-Unis) sont parvenus à réduire leurs déficits.

Mais à long terme les risques demeurent considérables en raison de l'incertitude quant à l'évolution du déficit budgétaire américain et des nombreux problèmes économiques non résolus qui continuent à se poser (protectionnisme, endettement, difficultés d'adaptation structurelle, chômage, fluctuations sur le marché des changes).

Situation de l'économie extérieure de la Suisse: D'une façon générale, l'année 1984 a été favorable à l'économie extérieure de la Suisse (augmentation globale de 26 pour cent des entrées de commandes en provenance de l'étranger). La production industrielle a augmenté sensiblement dans la plupart des secteurs. Le chômage s'est stabilisé à environ un pour cent de la main d'œuvre. Mais cette image, positive dans l'ensemble, ne doit pas faire oublier qu'il y a encore, dans l'économie suisse également, de grands écarts d'un secteur à l'autre et que de nombreux problèmes non résolus de restructuration subsistent. De grands efforts continueront à être nécessaires pour affermir la position de la Suisse sur les marchés mondiaux, position qui n'a rien de définitif. Lors de la première rencontre des ministres du commerce des pays membres de l'AELE et des CE, le 9 avril 1984 à Luxembourg, les participants ont adopté un programme qui peut revêtir une grande importance pour l'économie suisse: il fixe en effet des principes en vue d'approfondir et d'élargir les relations au sein de la zone européenne de libre échange. Les travaux visant à traduire dans les actes les décisions de principe prises à Luxembourg ont déjà débuté. M. Furgler a en outre informé la commission de ses contacts bilatéraux qui jouent aussi un rôle important à côté des efforts entrepris sur le plan multilatéral.

Il a également exposé aux membres de la commission les projets de révision concernant la garantie contre les risques à l'exportation.

La commission unanime vous propose de prendre acte du rapport sur la politique économique 84/1+2. Elle vous recommande également d'approuver les arrêtés fédéraux suivants:

- Arrêté fédéral approuvant des mesures économiques extérieures (modification de l'ordonnance concernant l'importation et l'exportation de barres d'armature);
- Arrêté fédéral concernant la consolidation et la modification du protocole n° 3 (règles d'origine) à l'Accord du 22 juillet 1972 entre la Confédération suisse et la Communauté économique européenne;
- Arrêté fédéral concernant un amendement de l'annexe G (dispositions spéciales pour le Portugal) à la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE).

Frau Weber Monika: Wir haben einen interessanten Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik 1984 erhalten, und es versteht sich von selbst, dass die Kurzfassung der Kommission nur sehr dürftig sein kann und uns nur sehr wenig Einblick gibt in den Reichtum, der hier in diesem offiziellen Bericht beinhaltet ist. Es scheint mir deshalb wichtig zu sein, dass wir zwei, drei Worte zu diesem Bericht verlieren.

Unbestritten ist sicher, dass die Aussenwirtschaftspolitik eminent wichtig ist für unser Land. Ich bin der Meinung, dass wir für die Art und Weise, wie diese Aussenwirtschaftspolitik geführt wird, insbesondere vom BAWI, hier offiziell einen Dank aussprechen dürfen. Wichtig ist auch, dass das BAWI nach bestimmten Prinzipien handelt. Ich wäre eigentlich froh, wenn auch Herr Bundespräsident Furgler diese Prinzipien unserer Aussenwirtschaftspolitik wieder einmal formulieren könnte. Dabei denke ich vor allem an die offe-

nen Grenzen. Das BAWI kämpft dafür, dass wir eine Politik der offenen Grenzen führen können, weil es weiss, dass es für unsere Exportwirtschaft eminent wichtig ist, dass unsere Grenzen nicht geschlossen sind und dass wir nicht in Protektionismus machen.

Letztes Jahr habe ich den Finger auf einen schwachen Punkt gelegt, auf eine meines Erachtens ungute Entwicklung, und ich möchte dies dieses Jahr wiederholen. Es betrifft die Politik der Abteilung für Landwirtschaft, die sich in bezug auf die Aussenpolitik in letzter Zeit sehr in Richtung Protektionismus bewegt. Ich möchte warnen vor diesem Trend. Es gab im letzten Jahr verschiedene Beispiele dafür. Ich habe beim letzten Aussenwirtschaftsbericht auf die Zollzuschläge für das Tiefkühlgemüse hingewiesen. Diese Zollzuschläge wurden dann 1984 eingeführt. Dann kam die Diskussion über den Wein und anschliessend über das Drei-Phasen-System. Nun ist man daran, zu überdenken, ob man das Drei-Phasen-System nicht ausweiten soll, und *last but not least* muss man auch den Zuckerbeschluss in diese Reihe von protektionistischen Massnahmen einordnen.

Heute morgen habe ich im Ständerat zugehört, wie der Zuckerbeschluss verabschiedet wurde. Mir scheint es bedrohlich für uns, in diese Richtung zu gehen. Letztlich hängen wir alle von der Weltwirtschaftspolitik ab. Wir sind nicht allein auf dieser Welt! Deshalb wäre es wichtig, weiterhin an den Prinzipien festzuhalten, die uns lange Zeit eine positive Entwicklung gebracht haben, nämlich an der Politik der offenen Türen. Herr Bundespräsident, wir bewegen uns deutlich in die falsche Richtung. Kurzfristig gesehen mögen ja solche Übungen zwar etwas bewirken, längerfristig aber bewirken sie sicher nur das Falsche.

Ich möchte Sie deshalb bitten, Herr Bundespräsident, ein waches und kritisches Auge auf jene zu haben, die aus purem Eigeninteresse unser Land mit immer mehr Protektionismus belasten wollen. Die Schweiz lebt von der Offenheit, von einem gesunden Wettbewerb und nicht von kleinteiligem Scheffeln.

Mme Jaggi: Comme d'habitude, le rapport de politique économique extérieure, en l'occurrence pour toute l'année 1984, contient des masses de choses intéressantes. Je dirais même que la qualité des informations présentées mériterait un taux de lecture un peu plus élevé que celui qu'il atteint effectivement, et que je ne me hasarderai pas à chiffrer. Mais ce qu'il exprime incomplètement ou pas du tout est tout aussi intéressant que ce qu'il précise. Ce sont ces passages lacunaires et allusifs qui excitent tout naturellement la curiosité du lecteur qui m'incitent à soulever quelques questions sur deux sujets.

Tout d'abord, je me réfère aux relations bilatérales entre la Suisse et les Etats-Unis qui sont traitées sous chiffre 94 du rapport. Après avoir relevé avec satisfaction le développement de nos exportations à destination des Etats-Unis, devenus notre deuxième principal client, le rapport parle des «frictions croissantes entre cette nation et les autorités suisses dans les domaines relevant de leur droit économique respectif». Une allusion est faite aux contrôles toujours plus sévères exercés par les USA sur les exportations de technologies stratégiques. J'imagine que, entre autres, il est question des consignes données par l'organisme connu sous le nom de COCOM. Dans sa réponse à une interpellation faite à ce sujet l'an dernier, le Conseil fédéral disait vouloir éviter que la Suisse devienne une plaque tournante pour des affaires de détournements dans les litiges entre les deux puissances. Il assurait que le régime du permis d'exportation n'entravait nullement un développement normal de nos relations économiques avec les pays communistes, d'ailleurs d'un grand intérêt pour la Suisse. Or, dans le rapport dont nous parlons maintenant, notre gouvernement fait allusion au danger d'une discrimination de la Suisse face aux pays de l'OTAN en matière de droits de licences d'exportation américaines. Dès lors, je me permets de demander à Monsieur le président de la Confédération si nos relations économiques avec les pays de l'Est se développent normalement, ou bien si la Suisse fait l'objet de

pressions ou de toutes autres manœuvres comportant des risques de discrimination. Par ailleurs, toujours sur le sujet de nos relations économiques avec les Etats-Unis et des problèmes qu'elles posent, le rapport mentionne la création d'un groupe de travail interdépartemental institué par l'Office des affaires économiques extérieures, de concert avec le Département fédéral des affaires étrangères. Il affirme que tous les offices intéressés y sont représentés. Je souhaiterais connaître la liste de ces derniers.

Le deuxième sujet est de grande actualité en matière de politique économique internationale. C'est un phénomène suivi avec la plus grande attention et, sauf erreur, passablement d'inquiétude, par l'Office fédéral des affaires économiques extérieures. Il s'agit de la résurgence du troc, de ces affaires marchandises contre marchandises, qui se développent au détriment des échanges commerciaux traditionnels, marchandises contre devises. Selon les évaluations, ce serait d'ores et déjà 10 à 40 pour cent – disent certains, mais ils exagèrent sans doute – du commerce mondial qui se ferait déjà (ou de nouveau) sous les différentes formes de compensations inventées par les maisons de commerce spécialisées dans les transactions avec les pays manquant de devises. Comment le Conseil fédéral apprécie-t-il cette évolution? Ne faut-il pas y voir une menace pour notre industrie d'exportation, de plus en plus fréquemment payée en marchandises? Il semble que ces prochaines années la diplomatie économique suisse, comme d'ailleurs celle d'autres pays industrialisés, devra sérieusement renforcer son action au sein de l'OCDE et auprès des pays de l'Est pour intensifier la compréhension de nos partenaires commerciaux, notamment ceux des pays en développement. J'imagine que des résultats spectaculaires dans ce domaine ne doivent pas être attendus dans un avenir trop proche. Il faudra sans doute beaucoup de temps pour parvenir à rétablir des courants commerciaux normaux. Mais je m'étonne que ce problème de la plus haute actualité et d'une grande portée pour la capacité concurrentielle de notre industrie d'exportation ne soit même pas mentionné dans ce rapport sur la politique économique extérieure de 1984. Ce silence est d'autant plus suprenant que, de l'aveu du directeur général du GATT et de quelques autres personnalités faisant autorité en matière de commerce mondial, la réapparition du troc pose un problème particulièrement ardu aux pays industrialisés.

M. Ruffy: Je tiens également à vous remercier, Monsieur le président de la Confédération, de ce rapport très complet. Je voudrais maintenant vous poser une question. J'aurais pu le faire en séance de commission mais, étant donné l'importance du sujet, la réponse que vous voudrez bien donner intéressera certainement les membres de ce conseil et non seulement les commissaires.

Au point 61, il est fait mention de certaines difficultés que rencontrent les partenaires du GATT, notamment celles que des pays ressentent en face du désir des Américains et des Japonais de donner un caractère plus soutenu aux négociations et à la volonté d'accélérer quelque peu la libéralisation des échanges. On cite l'attitude des pays en développement concernant la libéralisation des échanges de services. Cependant, en dépit de ces difficultés, le rapport laisse entendre que la Suisse «cherche» un débat qui permettrait de perfectionner le système qui régit le commerce international depuis la fin des années quarante.

Compte tenu des déclarations que vous avez faites lors de votre accession à la présidence de la Confédération, selon lesquelles vous affirmiez votre foi en ce système de libre échange, compte tenu aussi de votre engagement dans cette volonté d'accéder le plus rapidement possible à un commerce international qui nous rendrait à la fois libres et solidaires, compte tenu encore des déclarations de M. Dunkel, Directeur général du GATT, je voudrais savoir si vous êtes aujourd'hui en mesure de nous dire si l'on peut s'attendre à la reprise des négociations sous forme d'une nouvelle ronde – d'un nouveau «round» comme on dit en anglais – et, dans l'affirmative, si vous êtes à même de nous indiquer une

date qui serait en quelque sorte l'amorce de ces nouvelles négociations qui seraient d'une très grande importance.

Braunschweig: Meine Fragen betreffen die Zwischenbilanz zur internationalen Verschuldung, die in den ersten sechs Seiten des Berichts wenigstens teilweise enthalten ist. Ich habe grosse Mühe sowohl mit der internationalen Verschuldung als auch mit der optimistischen Betrachtungsweise, die in diesem Bericht zum Ausdruck kommt. Darüber interpelliere ich Herrn Bundespräsident Furgler.

Ich habe sogar Mühe zu verstehen, ob die Beurteilung des Bundesrates wirklich optimistisch ist. Da lese ich in der Zusammenfassung: «In enger Zusammenarbeit aller Beteiligten mit einer angemessenen Lastenverteilung erscheinen die Probleme jedoch lösbar.» (Seite 9) Das habe ich verstanden. Aber danach steht in einem recht schwierigen Satz: «Voraussetzung ist ein in der interdependenten Weltwirtschaft wie auch in den verschiedenen Zeithorizonten konsistentes Lösungskonzept, das, abgestimmt auf jeden Einzelfall, in die Tat umgesetzt wird.» (Seite 9) Ich habe geglaubt, dass die Sprache der Aufklärung dient; hier scheint sie der Verschleierung zu dienen. Jedenfalls habe ich verstanden, dass es Lösungskonzepte braucht, und dann kann man optimistisch sein. Aber nun lese ich auf Seite 7: «Noch fehlt ein allgemein anerkanntes Konzept für eine dauerhafte Lösung der Schuldenprobleme.» Also offenbar doch kein Lösungskonzept? Woher nimmt dann der Bundesrat seinen Optimismus?

Deutlich schreibt er, es sei weiterhin ein funktionsfähiges Krisenmanagement notwendig (Seite 7). Das spricht nicht gerade dafür, dass wir auf dem Wege zu einer Lösung sind. Wir lesen weiter, dass der Schuldendienst der Entwicklungsländer im Jahre 1983 die neuen Kredite, die sie empfangen haben, um 11 Milliarden Franken übertroffen hat (Seite 5). Und es bestünden keine Anzeichen für eine Umkehr!

Überraschenderweise sagt der Bericht auf Seite 30, dass gegenüber der Tätigkeit des Internationalen Währungsfonds soziale und politische Bedenken vorhanden seien, eine Kritik, die wir viele Male in den letzten Jahren erhoben haben. Wir sind sehr froh, dass der Bundesrat diese Bedenken aufnimmt. Deshalb fragen wir den Bundesrat an, ob er heute gegenüber den drakonischen Massnahmen des Internationalen Währungsfonds etwas zurückhaltender sei als früher. Anlässlich unseres Beitrittes zur allgemeinen Kreditvereinbarung (AKV) hat der Bundesrat in einem Schreiben seine Bedenken gegenüber diesen sozial einseitigen Massnahmen geäussert. Unsere Frage dazu lautet: In welcher Weise versuchen unsere Delegierten, versucht unser Land, diesen Bedenken im Rahmen der AKV Rechnung zu tragen?

Ich kann den Optimismus wirklich nicht teilen, es seien längerfristig gesehen Lösungen der internationalen Überschuldung in Sicht. Das hat weitere Gründe, die ich ebenfalls im Bericht über die Aussenwirtschaftspolitik 1984 gefunden habe. Da ist auf Seite 11 die Rede vom «Rückschlag der internationalen Rohstoffpreise»; es sind dies bekanntlich mehr als 25 Prozent in den letzten vier oder fünf Jahren. Der Bericht erwähnt das «mögliche Umkippen der US-Konjunktur in eine eigentliche Rezession» sowie das «Risiko eines erneuten weltwirtschaftlichen Rückschlages nach 1985», ferner «die langsamere Expansion des Welthandels» (Seite 12) und die sehr hohen Finanzierungskosten für die Kredite, d. h. mit anderen Worten die Hochzinspolitik der Vereinigten Staaten, die auf ihr Budgetdefizit zurückzuführen ist.

Dem Bundesrat «erscheinen diese Probleme jedoch lösbar». Aus all diesen Gründen kann ich diese optimistische Betrachtungsweise des Bundesrates nicht verstehen und bitte Herrn Bundespräsident Furgler um zusätzliche konkrete Auskünfte.

Herczog: Im Namen meiner Fraktion möchte ich zu diesem Aussenwirtschaftsbericht folgende fünf Bemerkungen machen:

1. Zur Frage der internationalen Verschuldung auf den Seiten 5 und 30. Es gibt unserer Auffassung nach zwei wichtige

Ursachen, die zusätzlich unterstrichen werden müssen und im Bericht fehlen. Die erste Ursache ist der Protektionismus innerhalb der OECD-Länder gegenüber den Drittweltländern. Dieser Protektionismus betrifft die restriktiven Import- und Exportmassnahmen. Wir könnten hier doch einiges tun, damit die Drittweltländer nicht in diese Schwierigkeiten hineinkommen.

Die zweite Ursache, die direkt unser Land betrifft, hängt mit dem Instrument der Exportrisikogarantie zusammen. Die Debatte um diese Exportrisikogarantie wurde von der Industrie dazu benutzt, eine Exportoffensive zu starten. Hier wäre eine gewisse Zurückhaltung und damit Redimensionierung am Platze. Wenn Sie das Jahr 1984 nehmen, betragen 75 Prozent der Garantien Exporte in Entwicklungsländer; insgesamt ist es eine Summe von 12 Milliarden Franken.

In den Zeitungen haben wir gelesen, dass die Exportrisikogarantie jetzt auf eine neue Basis zu stellen sei. Wir glauben, dass die Marschrichtung der Änderung der ERG-Verordnung an und für sich richtig ist, auch wenn die entwicklungspolitischen Ziele noch nicht ganz unseren Auffassungen entsprechen. Wir werden das noch zu diskutieren haben. Wir begrüssen die Erhöhungen der Prämien.

Die Frage der Verschuldung wäre jedenfalls noch präziser anzugehen.

2. (siehe Seite 34): Im Rahmen der OECD existiert ein sogenanntes Entwicklungskomitee, das DAC. Im Rahmen dieses Komitees hat man über die Mischfinanzierungen diskutiert. Diese betreffen die Verbindung von Entwicklungshilfegeldern mit zu Marktbedingungen gewährten Mitteln. Also etwas ähnliches wie die Mischkredite, auf die ich noch zu sprechen kommen werde. In diesem Komitee hat man keinen Konsens gefunden. Ich möchte wissen, welche Position unser Land in diesem Komitee eingenommen hat.

3. (siehe Seite 44): Multilaterale Entwicklungsfinanzierung, speziell die interamerikanische Entwicklungsbank. Sie haben vielleicht gelesen, dass nach der Bestätigungswahl der Reagan-Administration ein unheimliches Kesselstreben gegen Länder in Lateinamerika, die der Reagan-Administration nicht ins politische Konzept passen, eingeleitet wurde, namentlich auch gegen Nicaragua. Der Vertreter des Aussenministeriums, Herr Schultz, hat ja bei der IDB, bei der interamerikanischen Entwicklungsbank, interveniert, dass man einen Kredit von 58 Millionen Dollar an Nicaragua nicht auszahlen solle.

Ich erinnere Sie an unsere Diskussion über die UNESCO, wo man der UNESCO vor allem die «Verpolitisierung» vorgeworfen hat. Hier haben wir ein sehr konkretes Beispiel auf wirtschaftlicher Ebene, wo die USA dieses Gremium als Politisierungsinstrument benutzen und Kredite entsprechend politisch einsetzen.

Bis jetzt war das von seiten der Schweiz positiverweise nicht der Fall, und es wurde auch früher von Vertretern der Schweiz – wie dies in einer Publikation des Informationsdienstes Dritte Welt erwähnt wurde –, bestätigt, dass die Schweiz bezüglich Kreditgewährung aus politischen Gründen keinen Boykott erwäge. Mich würde die Position der Schweiz an der BID-Jahreskonferenz am 25./26. März in Wien interessieren. Gerade was Nicaragua betrifft, würde mich interessieren, welche Position unser Land vertreten wird.

4. Die Mischkredite, Seite 46 des Berichts. Wir haben die Mischkredite eigentlich stets im Zusammenhang mit dem Aussenwirtschaftsbericht kritisiert. Hier kann man wieder einmal die Frage der Wünschbarkeit der Mischkredite aufwerfen. Sie wissen ja: Mischkredite funktionieren auf der Basis, dass man einem Land – einem Entwicklungsland – Kredit gewährt mit der Bedingung, dass sie Waren aus unserem Land einkaufen. Sie erinnern sich vielleicht, dass man im Rahmen der Massnahmen «Stärkung der schweizerischen Wirtschaft» zusätzliche Geldmittel beschlossen hat. Man hat diese Kredite um 100 Millionen Franken aufgestockt, und man hat damals argumentiert, diese Gelder seien dringend notwendig, weil sie kurzfristig wirksam wür-

den. Wir können diesem Bericht nun entnehmen, dass von diesen 100 Millionen Franken bis heute lediglich 30 Millionen gebraucht wurden, d. h. offenbar ist diese Arbeitswirksamkeit gar nicht so stark und klar vorhanden und die Wünschbarkeit offenbar auch nicht.

Vermutlich ist die ganze Angelegenheit der Mischkredite doch mit etwas zu hohen Kosten im Sinne der Projektausarbeitung und der Realisierung der ganzen Angelegenheit verbunden? Ich möchte hier an Herrn Bundespräsident Furgler die konkrete Frage stellen, wie hoch eigentlich die administrativen Gesamtkosten bei diesen Projekten sind, ob sie absehbar sind. Zum Schluss wiederhole ich den Wunsch, dass man die Evaluationsberichte, wie wir das bei Ägypten lesen konnten, hier veröffentlicht und das man, auch was die developmentpolitischen Zielsetzungen betrifft, weiter und genauer darüber zu diskutieren.

5. Zwei UNO-Spezialkommissionen bzw. zwei Sondertagungen: An einer Sondertagung hat man den UNO-Verhaltenskodex für transnationale Unternehmen diskutiert, das ist ein Verhaltenskodex von Multis gegenüber Drittweltländern. Dort ist man – vor allem durch die Intervention der Vereinigten Staaten, aber nicht nur – eigentlich nicht mehr weitgekommen.

Ein anderer Ausschuss hat sich mit dem UNO-Verhaltenskodex für den Technologietransfer in Drittweltländer beschäftigt. Dort kam man etwa in die gleiche Situation. Westliche Industrieländer wollten keinen freien Technologietransfer und vor allem keinen Lizenztransfer – aus protektionistischen Gründen – in die Dritte Welt vornehmen. Wir haben über den Technologietransfer hier schon diskutiert. Zu diesen beiden Dingen, Verhaltenskodex transnationale Unternehmen einerseits und Verhaltenskodex Technologietransfer andererseits, habe ich wiederum die Frage nach der Position unseres Landes. Diese ist leider aus dem sonst guten Bericht nicht herauszulesen. Noch eine präzise politische Frage: Wir erwarten doch – gerade in dieser Spezialkommission, das ist auch bei der UNESCO diskutiert worden –, dass man positive Vorschläge seitens unseres Landes einbringt. Kann unser Land, unsere Vertretung Vorstellungen einbringen, damit gegenüber den Drittweltländern die Situation deblockiert werden kann?

Felgenwinter: Mir geht nicht der Ruf nach, ich sei ein Vielredner an dieser Tribüne. Aber wer einen Anlass sucht, hier nach vorne zu kommen, findet ihn natürlich schon. Ich habe gesucht und bin fündig geworden. Wir diskutieren ja den Aussenwirtschaftsbericht.

Auf Seite 55 dieses äusserst interessanten Berichts – ich habe ihn natürlich nicht von Anfang bis Schluss gelesen, aber es ist immer interessant zu sehen, was passiert ist – ist die Feststellung enthalten, die Einführung der Schwerverkehrsabgabe auf den 1. Januar 1985 habe gewisse europäische Länder veranlasst, die Besteuerung schweizerischer Lastwagen auf ihrem Territorium ins Auge zu fassen. Es heisst dann weiter: «Mit den betreffenden Regierungen fanden diesbezüglich Gespräche statt.»

Es geht mir keineswegs darum, diese äusserst frustrierende Debatte von heute morgen hier noch zu verlängern oder fortzusetzen; aber frustrierend war diese Debatte vor allem deshalb, weil sie meines Erachtens sehr, sehr einäugig geführt worden ist.

Herr Bundesrat Stich hat dargelegt, dass ein äusserst interessanter Streit darüber entbrannt sei zwischen der schweizerischen Landesregierung und den übrigen Regierungen Europas, ob das nun eine Steuer oder eine Abgabe sei. Dieser Streit ist sicher ein wunderbares Thema für gewandte Juristen, die mit dem Florett fechten können. Im Moment verspüren aber unsere Autotransportgewerbetler das Säbelrasseln der europäischen Regierungen und bezahlen jeden Tag bar an der Kasse, und wenn sie nicht bezahlen, bleiben sie auf der Strasse liegen.

Meine Frage an Herrn Bundespräsident Furgler als Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes: Wie steht es mit der Lagebeurteilung des Bundesrates als Kollegialbehörde in

bezug auf die wirtschaftspolitischen Implikationen dieser Schwerverkehrssteuer? Was gedenkt der Bundesrat zu tun, damit dieses Problem global behandelt und damit eine Lösung gefunden werden kann, die auch auf die wirtschaftspolitischen Folgen Rücksicht nimmt? Die darauf Rücksicht nimmt, dass in der Schweiz Arbeitsplätze in einem Exportsektor erhalten werden können, und die darauf Rücksicht nimmt, dass nicht wir Schweizer – wie Herr Bundesrat Stich heute morgen ausgeführt hat – von Staates wegen Hand dazu bieten müssen, dass die Strukturbereinigung des zu zahlreich vorhandenen Transportgewerbes erfolgt?

Diese Fragen würden mich brennend interessieren. Ich bitte Herrn Bundespräsident Furgler um Entschuldigung dafür, dass ich hier eine die Zukunft betreffende Auskunft wünsche. Immerhin haben Verhandlungen stattgefunden. Es würde mich deshalb sehr interessieren, wie das dann in wirtschaftspolitischer Hinsicht aussieht und wie es vor allem aussehen soll.

Renschler: Ich bin mit Herrn Braunschweig der Auffassung, dass das internationale Verschuldungsproblem in diesem Bericht doch etwas verharmlost wird. Auf Seite 7 steht, erste Erfolge im Hinblick auf eine längerfristige Bewältigung der Schuldenprobleme seien erreicht. Ich habe dann zwar keine Begründung gefunden, ausser der einen, dass nach einer längeren Phase von fünf Jahren jetzt die Entwicklungsländer wieder ihre Exporte steigern könnten. Da frage ich mich schon, ob das nun tatsächlich ein Erfolg ist, der auszuweisen ist und der längerfristig das Problem löst, wenn die Entwicklungsländer immer mehr hochwertige Nahrungsmittel in die Industrieländer exportieren müssen, statt diese Nahrungsmittel der eigenen Bevölkerung zur Verfügung zu stellen. Ich sehe darin weder einen Erfolg noch eine Lösung für dieses langfristige Problem. Tatsächlich wächst doch vielmehr die Verschuldung weiter an, nach Schätzung der Weltbank liegt sie jetzt bei 2,4 Billionen Franken. Der Durchschnitt der Entwicklungsländer muss jeden vierten im Export verdienten Dollar für die Schuldendienste aufwenden. Die lateinamerikanischen Staaten geben die Hälfte ihrer Exporteinnahmen dafür aus und gewisse Länder wie der Sudan sogar mehr als den ganzen Exporterlös.

Ich sehe da weiss Gott im Moment noch keine Ansätze für die Lösung des Problems. Es sei denn, man meine, dass die zur Routine gewordenen Umschuldungen eine Lösung darstellen; das ist aber nicht der Fall. Diese Umschuldungen, an denen ja übrigens unsere Banken auch noch Geld verdienen, verschieben nur die Lösung des Problems. Sie verschieben nur die Explosion der Zeitbombe, die hier tickt. Von einer Lösung kann keine Rede sein.

Zur Seite 41 noch eine Bemerkung betreffend die UNIDO: Dort wird erwähnt, dass im letzten August in Wien eine UNIDO-Konferenz stattgefunden hat. Es werden verschiedene Resolutionen erwähnt. Ich möchte Herrn Bundespräsident Furgler bitten, wenn möglich, kurz Auskunft zu geben, welche Erfolge eigentlich das UNIDO-Büro in Zürich aufzuweisen hat. Wenn man schon über eine solche Organisation berichtet, die ein Büro im eigenen Land hat, sollte man auch kurz mitteilen, welche Erfolge dort aufzuweisen sind.

Schliesslich noch zu Seite 65 (Exportförderung): Dort wird die Swissexpo in Djeddah erwähnt. Ich habe bereits bei der Kreditbotschaft über die Spezialausstellungen in Japan und Kanada diese Ausstellung in Djeddah erwähnt, und zwar aufgrund eines Berichtes in der Zeitschrift «Bilanz», wo diese Ausstellung sehr stark kritisiert wurde. Dort werden vor allem der Zentrale für Handelsförderung massive Vorwürfe gemacht. Ich möchte Herrn Bundespräsident Furgler bitten, doch aus seiner Sicht – er war ja bei der Eröffnung dabei – mitzuteilen, wie er den Erfolg dieser Ausstellung taxiert und ob er persönlich glaubt, dass die Zentrale für Handelsförderung bei dieser Ausstellung ihre Arbeit gut erledigt hat. Die Vorwürfe in der «Bilanz» sind so massiv, dass man sich fragen muss, ob diese Zentrale für Handelsförderung überhaupt noch berechtigterweise einen Anspruch auf jährlich 6,3 Millionen Franken aus der Bundeskasse geltend machen kann.

Bundespräsident **Furgler**: Zur Frage von Frau Jaggi: Wie ist unser Verhältnis zu den Vereinigten Staaten mit Blick auf die COCOM-Kontrolle im Technologiebereich?

Ich darf sagen, und ich habe es persönlich auch im letzten Jahr in Washington gesagt, als ich dort mit Malcolm Baldrige sprach, dem Verantwortlichen für das Handels- und Wirtschaftsministerium, mit Bill Brock, dem Verantwortlichen für den Aussenhandel, mit Donald Regan, dem damaligen Finanzminister, dass wir selbstverständlich die Einhaltung der eingegangenen Nichtwiederausfuhrverpflichtungen genau überwachen. Wo Umgehungen bzw. Widerhandlungen geschehen – wie im bekannten Fall –, werden wir selbst durch entsprechende Massnahmen zum Rechten sehen, so dass das Vertrauensverhältnis auch mit Drittstaaten voll und ganz gewahrt bleiben kann. Unsere Industrie und Wirtschaft erfüllen ihre internationalen Kontakte im übrigen durchaus selbsttätig mit sehr viel Eigenverantwortung. Sie kennen unsere Rechtsordnung. Es braucht sehr viel, bis wir von seiten des Auslandes Kontrollen in unserem Lande zulassen. Wir müssen vielmehr den modernen Technologien mit zwischenstaatlichen Absprachen unseren sinnvollen Tribut zollen.

Was ich aber aus Ihrer Frage spüre und sofort aufgreife, ist die Forderung, sich unter keinen Umständen gleichsam fremdsteuern zu lassen. Diesbezüglich darf ich Sie beruhigen: der Bundesrat wird nie eine Art Juniorpartnerschaft mit noch so bedeutenden anderen Staaten eingehen. Ich habe diesen Begriff auch einmal gebraucht gegenüber der amerikanischen Regierung: im Bewusstsein, dass auch sie an echten, vertrauenswürdigen, starken Partnern interessiert ist. Wir sind – obwohl Kleinstaat – immerhin die zwölftstärkste Handelsnation der Welt, wir sind als Finanzplatz in einem sehr starken Masse verwoben mit dem weltweiten Geschehen, auch mit dem Entschuldungskonzept, das es zu erarbeiten gilt.

Fazit zu dieser ersten Frage: Wir versuchen laufend unsere eigenen Interessen zu wahren, aber mit Fair play. Wir sind nicht gewillt, uns missbrauchen zu lassen, wie das einzelne auch versucht haben, gleichsam als Drehscheibe via Zollfreilager oder andere Möglichkeiten. Ich begreife in solchen Fällen jeden Lieferantenstaat, inklusive natürlich Amerika, wenn sie sagen: So nicht! Deshalb werden wir selber dafür sorgen, dass wir nicht missbraucht werden können.

Ihre zweite Frage: Es ist tatsächlich eine bedrohliche Erfahrung, die wir in den letzten zwei, drei Jahren machen mussten, dass nämlich auch grosse Staaten, die verbal sehr vehement für den freien Handel eintreten, den sogenannten Bilateralismus pflegen und so langsam, aber sicher die multilateralen Handelsinteressen – auch unsere – unterlaufen.

Eine aktuelle Form des Bilateralismus, die Sie erwähnt haben, stellen auch die sogenannten freiwilligen Exportbeschränkungen dar. Eine merkwürdige Namengebung für etwas, das nicht GATT-konform ist bzw. einer Grauzone zuzuordnen ist und den Grundsätzen des freien Welthandels nicht entspricht. Dass wir diese Probleme sowohl bilateral wie an den GATT-Konferenzen und in der OECD aufgreifen, kann ich Ihnen mit aller Deutlichkeit sagen. Wir wissen, wie entscheidend für unser Land die weltweiten Handelsbeziehungen sind. Man hat heute mehrfach darüber gesprochen. Jedes Ausgeschlossenwerden, auch das indirekte, in dieser sehr höflichen Form, ist gefährlich. Wenn man gar nicht mehr im Spiel ist, kann man sich dementsprechend auch kaum wehren. Wir haben das gegenüber Tokio, Washington und Brüssel zum Ausdruck gebracht. Wir bleiben hier wachsam und werden, genauso wie Sie es in Ihrer Frage formulieren, wirklich nicht nur einmal *per annum*, sondern in jeder bilateralen und multilateralen Verhandlungsrunde für die Interessen unseres Landes und unserer Industrie eintreten. Zur Frage von Herrn Ruffy, wie es bezüglich «Libéralisation des échanges» beim GATT stehe, füge ich bei, dass Herr Dunkel, früher auch ein hervorragender Mann im BAWI, um die Verwirklichung der GATT-Idee kämpft. Sie erinnern sich: Wir haben im November 1982 im GATT nach mühsamen Verhandlungen ein sogenanntes Arbeitsprogramm erarbeitet;

es gilt jetzt, immerhin drei Jahre später, diesem Arbeitsprogramm Taten folgen zu lassen.

Vielleicht haben sie auch verfolgt, dass wir in kleinem Kreise Gesprächsrunden führten, in denen wir Industrieländer mit Entwicklungsländern zusammenbrachten und wo wir wirklich diskutieren konnten, ohne dass jedes Wort sofort nach aussen gelangte und missdeutet werden konnte. Wir sind brennend daran interessiert, über das Arbeitsprogramm 1982 hinaus den Weg zu öffnen für das, was Sie, Herr Ruffy, mit Ihrer Frage nach einer neuen GATT-Runde angesprochen haben. In künftigen Verhandlungen würden dann selbstverständlich auch der Dienstleistungsbereich und Landwirtschaftsfragen eine Rolle spielen. Wenn man mit Aussicht auf Erfolg neue Verhandlungen durchführen will, müssen sie jedoch minutiös vorbereitet werden, denn mit Konferenzen allein ist es ja nicht getan. Vielleicht haben wir soviel Mühe mit der Umsetzung des Arbeitsprogrammes 82, weil die Vorbereitungsphase zeitlich etwas zu knapp berechnet worden ist. Mit anderen Worten: Wir sind hier hart an der Arbeit.

Herr Braunschweig und Herr Renschler haben die internationale Verschuldung ins Zentrum ihrer Fragen gestellt. Für ein Land wie das unsrige, das derart exportorientiert ist – jeder zweite Franken kommt ja aus dem Export –, ist es ganz selbstverständlich, dass wir aus allgemein menschlichen, humanitären Überlegungen – dazu muss ich Ihnen nichts sagen, weil Sie gleich denken –, aber auch aus wirtschaftlichen Überlegungen ein fundamentales Interesse daran haben, beizutragen, dass die betroffenen Länder aus dieser Krisensituation, aus dieser unendlichen Not herauskommen. Denn je mehr Outsider, um so weniger Exportländer gibt es für uns. Jetzt gehen ungefähr 20 Prozent der Ausfuhren in Richtung Drittweltstaaten. Ich hoffe, dass dieser Satz wieder ansteigt.

Nun tun wir aber nicht nichts. Dieser leichte Optimismus, auf den Sie verwiesen haben, Herr Braunschweig, kommt daher, dass wir der Meinung sind, die meisten, wenn auch noch nicht alle Staaten, hätten die Zeichen der Zeit erkannt. Es gibt eine erste Soforthilfe, fast nach dem Motto: Wer am Ertrinken ist, braucht den Rettungsring. Wenn er aber weit entfernt vom Ufer ist, sind Rettungsringe zwar besser als nichts, aber er kommt noch nicht ans Ufer. Er braucht weitere Hilfe, nämlich ein Boot, das ausläuft, um ihn aufzunehmen und an Land zu bringen. Wenn Sie als erste Notoperation unsere Konsolidierungsbemühungen auch in der AKV-Vereinbarung sehen, in der wir von 865 Millionen auf 2,3 Milliarden Franken angestiegen sind, glaube ich, dass das eine gute kurzfristige Operation ist. Sie muss ergänzt werden durch den IWF-Fonds, durch die Weltbank, durch konzertierte Aktionen mit den Regierungen und mit sämtlichen internationalen Organisationen. Und hier ist ein leichter Optimismus gerechtfertigt; man ist am Werk. Da hinein spielt Ihre Frage nach der Konditionalität. Ohne Auflagen geht es nicht, aber sie müssen so massvoll und massgerecht sein, dass der Betroffene sie ertragen kann, so wie Sie sich nur eine Traglast aufladen, die Ihnen gestattet, den Zielort zu erreichen. Es wäre also ein Normalverhalten für uns Bergler – man kann nicht mit 100 Kilo auf dem Rücken den Mont Blanc ersteigen –, übertragen auf die hohe Politik.

Ich habe beispielsweise mit Herrn Hernandez aus Mexiko, dem zuständigen Wirtschaftsminister, über diese Frage lange gesprochen. Er hat dafür den Beweis erbracht: Mexiko hat die Verpflichtungen, die ihm der Währungsfonds auferlegt hat, eingehalten. Aber Herr Hernandez sagte mir, das hätte derart harte innenpolitische Massnahmen mit sich gebracht, dass er das nicht immer wiederholen könne; so wie Sie für eine bestimmte Zeit den Gürtel enger schnallen können, nachher aber gelegentlich wieder etwas mehr Luft brauchen. Mit anderen Worten: Man ist hier auf dem rechten Weg, aber wir brauchen den langen Atem. Hier stelle ich fest, dass unser Bankensystem Wesentliches miteistet, dass wir nur dank der freien Kapitaltransfermöglichkeiten der Weltbank, auch dem IWF-Fonds, sehr viel bieten können. Wenn Sie die Frage stellen nach der Konzeption, scheint mir, diese kurzfristigen Operationen, die weitergehen müss-

ten durch mittel- und längerfristige Strategien ergänzt werden. Wer tief in der Schuld steckt, kann ja nicht übermorgen oder in einem Jahr alles zurückbezahlt haben. Also muss er sehr langfristige Kredite zu massvollen Konditionen erhalten, die ihm die Budgetierung erlauben. Es ist ganz selbstverständlich, Herr Renschler hat darauf hingewiesen, dass ein Finanzminister nicht in der Lage ist, sinnvoll zu budgetieren, wenn er beispielsweise wegen der Währungsschwankungen nicht weiss, ob ein Viertel mehr Schuldzinsen ihm in einem Vierteljahr schon sein ganzes Budget über den Haufen wirft. Ich kann nicht sagen, inwieweit wir erfolgreich sein werden. Aber wir und alles, was zu unserem Bankensystem gehört, sind am Werk, um mittel- und längerfristig zu besseren Lösungen gegenüber diesen Schuldnerstaaten zu kommen. Sie müssen wissen: trotz ihrer schwierigen Lage sind sie nicht allein; sie sollen nach einer ersten Soforthilfe auch wieder in die Lage versetzt werden, Handel zu treiben; denn ohne Handel zu treiben, kommen sie nie zu Devisen. Das setzt auch voraus, dass wir in den Rohstoffbereichen zu massvollen und etwas längerfristig gültigen Preisen kommen, so dass die Staatsrechnung in Richtung einer Entschuldung und nicht einer dauernd fortschreitenden Mehrverschuldung geht. Herr Renschler und Herr Braunschweig haben ein brennendes Kapitel heutiger Welthandelspolitik angeschnitten.

Herr Herzog, Sie fragen nach der ERG. Für uns ist die ERG ein Schlüsselinstrument. Ein Grossteil unserer Exporte in die Entwicklungsländer – im Jahre 1984 die bereits erwähnten rund 20 Prozent – können ohne ERG nicht getätigt werden. Wenn sie per 1. April neu strukturiert ist und die Gebühren angehoben werden, ändert das nichts an der Bedeutung dieser ERG. Wir haben im Unterschied zu anderen Staaten, die die Exportfinanzierung stark subventionieren, ein sauberes Verhältnis in diesem Bereich, wissend, dass wir zurzeit in den roten Zahlen stecken. Die selbsttragende Finanzierung der ERG wird noch geraume Zeit auf sich warten lassen; sie bleibt aber anerkanntes gesetzliches Ziel. Ich habe Sie darüber nie im unklaren gelassen.

Die Befürchtung, die Sie geäussert haben, dass wegen der Gebührenerhöhung einzelne aussteigen müssen, ist nicht berechtigt. Wir haben das mit allen interessierten Kreisen abgesprochen. Die Wirtschaft steht zu dieser Mehrleistung. Auch dadurch, dass wir den grössten Unkostenfaktor – lies: Verlustfaktor –, nämlich die Abdeckung der kurzfristigen Währungsrisiken sistiert haben, stehen wir etwas besser da. Wir werden Sie im Parlament laufend klar orientieren.

Zur zweiten Frage von Herrn Herzog – Mischfinanzierung, Mischkredite –, darf ich ihm sagen, dass das in der OECD ein Dauerthema ist. Ich unterscheide zwischen echten Mischkrediten, wie wir sie unter Ihrer Kontrolle praktizieren, und sogenannten Mischfinanzierungen, die in Wirklichkeit verstärkte Exportsubventionen sind. Wenn unsere BAWI-Delegierten in anderen Staaten über Mischkredite verhandeln, haben sie eine klare Arbeitsunterlage einerseits in Form unseres Entwicklungshilfegesetzes und andererseits aufgrund der Bedürfnisse des entsprechenden Staates, der ja durch sinnvollen Kauf von Investitionsgütern vor allem zu einer Entwicklung der eigenen Wirtschaft beitragen will.

Der von Ihnen erwähnte Evaluationsprozess funktioniert. Wir müssen aber hier einen bestimmten Freiraum haben; denn Sie können diese auch für den betreffenden Staat sensiblen Verhandlungen nicht auf dem Markt mit gleichzeitiger Bekanntgabe aller Details abwickeln. Dass Sie aber in den Kommissionen und im Parlament unsere Auskünfte erhalten, das wissen Sie.

Über die Multinationalen möchte ich nur wenige Worte sagen. Die in unserem Lande hochbedeutsamen Multinationalen – für deren Tätigkeit in diesem Lande ich als Wirtschaftsminister meine grösste Anerkennung ausspreche, weil sie uns Tausende von Arbeitsplätzen sichern und weil sie im Ausland noch mehr Arbeitsplätze sichern – sind mit Blick auf die heute in Verhandlung stehenden Verhaltensnormen jederzeit offen für Gespräche. Vergessen Sie nicht, dass heute die Auslandproduktion der 15 grössten schweizerischen multinationalen Unternehmen den Gesamtwert an

schweizerischen Exportleistungen ab Werkplatz Schweiz deutlich übertrifft. Wir haben also ein fundamentales Interesse, dass diese Firmen ihre Leistungs- und Leitungszentren bei uns behalten. Deshalb wäre es völlig falsch, sie gleichsam immer nur dann in Erinnerung zu rufen, wenn man ihnen Vorwürfe machen will. Sie sind in jeder Hinsicht auf unsere Rechtsordnung oder, wo sie im Ausland tätig sind, auf die diesbezügliche Rechtsordnung verpflichtete Firmen; ihre ethische Zielsetzung kann sicher als den Verhaltenskodizes, auf die Sie verwiesen haben, entsprechend gewertet werden. Das ändert nichts daran, dass im Alltag viele Detailprobleme gelöst werden müssen.

Der Technologietransfer in die Dritte Welt geschieht nicht zuletzt auch durch solche Firmen. Wenn Sie heute all das untersuchen, was im Chemiebereich und in anderen Branchen unserer Wirtschaft durch die Multis hinsichtlich Technologietransfers nach anderen Staaten und Kontinenten geschieht, stellen Sie fest, dass kein Abschotten gegenüber Entwicklungsländern praktiziert wird. Daneben geht es nicht zuletzt auch darum, diesen Ländern durch günstige Konditionen für Rohstoffe zu helfen, wie ich es vorhin in der Antwort an Herrn Braunschweig und Herrn Renschler darzustellen versuchte.

Ich komme zur Frage von Frau Weber. Ich begreife sehr wohl, dass Sie die Verbindung herstellen zwischen unserem Aussenhandel und unserer Landwirtschaft, und ich bedanke mich auch für die anerkennenden Worte an meine Mitarbeiter im BAWI. Ich zitierte bei anderer Gelegenheit das Wort «Zwei Seelen wohnen, ach, in meiner Brust». Tatsache ist, dass ich für das BAWI voll und ganz eintrete und dass ich für die Anliegen unserer Landwirtschaft ebenso offen bin. Beides muss zusammenpassen. Wenn wir dieses Land nicht mit einer guten Landwirtschaftspolitik intakt erhalten, könnten weder die bedeutsamen Umwelthanliegen noch Versorgungsanliegen verwirklicht werden. Deshalb sage ich: Bleiben wir massvoll. Auch im Hinblick auf die Sonderbedingungen, die wir beim Eintritt ins GATT bezüglich Landwirtschaft ausgehandelt haben, werden wir bei den einzelnen Aktionen – das nehme ich aus Ihrem Votum sehr gerne entgegen – sorgfältig prüfen, ob irgendeine Importbeschränkung im Blickwinkel unserer ganzen Wirtschaftspolitik erlaubt ist oder nicht. Das war ja der Grundton Ihres Anliegens. Ich darf Ihnen überdies sagen, dass wir im hausinternen Gespräch sowohl unsere Landwirtschaftsvertreter als auch unsere BAWI-Vertreter am gleichen Tisch haben.

Was den Wein betrifft, füge ich bei, dass wir alle offenen Fragen (Rebbaubeschluss, Weinstatut) in Angriff genommen haben. Ich werde an einer Informationsstagung noch im April über die Zielvorstellungen informieren. Mit anderen Worten: Ihr Anliegen ist voll und ganz aufgenommen.

Herr Renschler habe ich bereits geantwortet mit Blick auf die UNIDO. Ich bitte Sie um Verzeihung, wenn ich Ihnen die Arbeitsvorgänge in Zürich jetzt nicht schildern kann. Ich drücke eine Hoffnung aus: Wer für eine internationale Organisation tätig ist, der sollte auch gut arbeiten, wenn er in der Schweiz in seinem Büro leben darf. Ich werde das abklären und Ihnen Details schriftlich liefern.

Zur letzten Frage von Herrn Renschler in bezug auf Djeddah darf ich allgemein sagen, dass wir mit der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung unter ihrem neuen Präsidenten, Herrn Schmid, in dauerndem gutem Benehmen stehen und alles daran setzen, um da und dort noch vorhandene Schwächen zu eliminieren. Ich würde also nicht aus Fehlern, von denen Sie gesprochen haben, den Schluss ziehen, hier sei eine Organisation an und für sich in Frage zu stellen. Das BAWI wird uns in enger Zusammenarbeit mit der Zentrale für Handelsförderung, die ja einen respektablen Stab guter Leute in Lausanne und in Zürich hat, helfen, unsere Exportanliegen auch in Zukunft – noch besser, würde ich beifügen – zu vertreten. Djeddah war trotz diverser Schwächezeichen, die in der von Ihnen erwähnten Berichterstattung aufgegriffen worden sind, *summa summarum* ein Erfolg.

Ich kann aufgrund meines Augenscheines sagen, dass man es ausserordentlich geschätzt hat, sowohl in der Handels-

kammer Djeddah als auch in der Regierung, dass wir in dieser nun begonnenen dritten Phase der saudi-arabischen Wirtschaftsentwicklung – wo nach der Erschliessung der Ölfelder, nach der Schaffung der Infrastruktur, die Diversifikation Platz gegriffen hat; wo Joint ventures eine Rolle spielen – unsere Wirtschaft an Ort und Stelle vorgestellt haben. Neben den Direktkontakten, die daraus erwachsen, hat sich auch eine wesentliche Vertiefung der Zusammenarbeit mit Blick auf berufliche Ausbildungsmöglichkeiten in der Schweiz und die touristischen Angebote unseres Landes ergeben. Mit anderen Worten: Das Plus überwiegt bei weitem die negativen Vorgänge, auf die Sie hingewiesen haben. Mit Blick auf den Leiter der Zentrale für Handelsförderung kann ich Ihnen sagen, dass er unser volles Vertrauen genießt. Wir werden mit ihm diese positive Arbeit fortsetzen.

Es bleibt die Frage von Herrn Feigenwinter. Es ist ganz selbstverständlich, dass wir im Bundesrat über alle Departementsanliegen und über die verschiedenen Interessensbereiche so diskutieren, wie das in einem Kollegium, das den Namen Regierung verdient, unerlässlich ist. Wenn also die wirtschaftspolitischen Folgen eines von Volk und Ständen gefällten Entscheides zu diskutieren sind, scheint mir das ungefähr so wie bei einer Medaille: Sie haben oben, geprägt von unserem Volk, die Rechtslage, wie sie heute besteht, und Sie haben auf der Rückseite die mögliche Rechtslage, die von fremden Regierungen geprägt wird. Auch diese müssen wir anschauen. Wo diese nicht ganz unseren Zielvorstellungen entspricht, können sich Schwierigkeiten ergeben. Damit diese Schwierigkeiten für den bedeutsamen Transportzweig, auf den Sie hingewiesen haben, mit all seinen Arbeitsplätzen, nicht lebensbedrohend sind, muss natürlich – und wir sind daran – alles eingesetzt werden, um Negativfolgen möglichst kleinzuhalten.

Wenn laufend Verhandlungen geführt worden sind und weiter geführt werden, zu Beginn dieser Woche noch in Italien, dann hat das immerhin dazu geführt, dass nicht die seinerzeit angedrohten Blitzmassnahmen ergriffen worden sind. Meine Hoffnung besteht darin, dass das Ausland diese Massnahmen letzten Endes nicht missdeutet und nicht die von Ihnen befürchteten, für unser Transportgewerbe zu schwerwiegenden Eingriffe beschliesst. Aber darüber wird nun aufgrund der Entwicklung dauernd beraten werden müssen. Darüber hat Sie mein Kollege informiert. Sie können beruhigt sein, dass auf jeden Fall in unserer Regierung alle mit diesem Problem zusammenhängenden Aspekte einer laufenden Beurteilung unterzogen werden, weil auch dieser Teil zu unserer Wirtschaft gehört und wir uns dementsprechend – nach der Überlegung, dass wir uns um jeden einzelnen Arbeitsplatz und jeden Menschen, der ihn ausfüllt, sorgen – um ihn bemühen.

Ich hoffe, Ihnen damit gesagt zu haben, dass bundesratsintern eine ganz klare Grundhaltung besteht, wie es sich – ich wiederhole es – für eine Regierung gehört. Damit habe ich auf die wesentlichen Fragen – Irrtum vorbehalten – wenigstens knapp geantwortet, obschon das ein abendfüllendes Programm sein könnte.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

A

Bundesbeschluss über die Genehmigung von aussenwirtschaftlichen Massnahmen
Arrêté fédéral approuvant des mesures économiques extérieures

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 115 Stimmen
(Einstimmigkeit)

B

Bundesbeschluss betreffend die Konsolidierung und Änderung des Protokolls Nr. 3 (Ursprungsregeln) zum Abkommen vom 22. Juli 1972 zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft

Arrêté fédéral concernant la consolidation et la modification du protocole n° 3 (règles d'origine) à l'accord du 22 juillet 1972 entre la Confédération suisse et la Communauté économique européenne

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für die Annahme des Beschlussentwurfes 114 Stimmen
(Einstimmigkeit)

C

Bundesbeschluss über die Änderung des Anhangs G (Sonderbestimmungen für Portugal) zum Übereinkommen vom 4. Januar 1960 zur Errichtung der Europäischen Freihandels-Assoziation (EFTA)

Arrêté fédéral concernant un amendement de l'annexe G (dispositions spéciales pour le Portugal) à la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE)

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 118 Stimmen
Dagegen 1 Stimme

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Aussenwirtschaftspolitik 1984/1+2

Politique économique extérieure 1984/1+2

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1985
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	85.005
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.03.1985 - 15:00
Date	
Data	
Seite	689-695
Page	
Pagina	
Ref. No	20 013 246

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.